

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4357 - Jeudi 13 Avril 2023 - Prix : 200 Fc

OPÉRATION WUAMBUSHU :

La peur s'installe à Mayotte



PÈLERINAGE 2023

**Le cinquième pilier de l'Islam
de plus en plus inaccessible**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**21 Ramadan 1444
Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Avril 2023**

Lever du soleil:

06h 12mn

Coucher du soleil:

18h 05mn

Fadjr : 04h 59mn

Dhouhr : 12h 12mn

Ansr : 15h 20mn

Maghrib: 18h 08mn

Incha: 19h 22mn



VIRUS MARBURG

Les autorités sanitaires à Mohéli appellent la population à la vigilance

La direction régionale de la santé de Mohéli a convié ce lundi 10 mars les acteurs sociaux et la presse pour leur faire part du virus Marburg apparu en Tanzanie et qui a fait déjà des victimes, sa nature, son degré de contagiosité et les mesures préventives à prendre surtout avec le flux migratoire actuel des personnes venant de l'Afrique de l'Est continentale en transit à Mohéli pour Mayotte. Les autorités sanitaires appellent à la vigilance.

Le virus Marburg de type Ebola, extrêmement virulent et dont le taux de mortalité va jusqu'à 88% est apparu en Tanzanie pays voisin. Jusqu'à présent, 5 personnes sur 7 en Tanzanie sont décédés à cause de cette maladie, sans compter des centaines de cas recensés. « Jusqu'à présent nous gardons notre sang-froid puisqu'aucun cas n'est recensé aux Comores » rassure Dr Hassanaly Abdoulanziz lors de cette réunion.



Cependant la proximité géographique ainsi que les échanges économiques entre les Comores et la Tanzanie poussent les autorités sanitaires à réagir par anticipation. Pour toute éventualité, la direction régionale de la santé a convié la gendarmerie nationale, les acteurs sociaux, la presse ainsi que les structures sanitaires de l'île pour les conscientiser du

danger de cette maladie jugée très dangereuse par rapport à la covid-19.

« Nous allons renforcer notre surveillance dans les côtes de l'île ainsi qu'à l'aéroport tout comme on l'a fait avec la covid-19 car beaucoup de comoriens voyagent de plus en plus en Tanzanie. Surtout en cette période de ramadan pour leurs achats de l'aïd el-

fitre » a indiqué Dr Hassanaly Abdoulanziz, coordinateur insulaire du programme national de lutte contre la covid-19. Le pays, selon lui, est dans une phase de préparation et de sensibilisation.

Du côté de la sécurité civile, le commandant de la gendarmerie s'inquiète de la migration clandestine qui s'opère actuellement entre la Tanzanie et Mayotte en

passant par Mohéli devenue lieu d'escale. « De notre côté nous allons entamer une campagne de sensibilisation auprès de la population dans cette lutte clandestine car ces immigrés possèdent une fortune pour influencer ceux qui peuvent les dénoncer ou à les aider à regagner Mayotte. C'est très dangereux vu la situation sanitaire actuelle en Tanzanie » dit le capitaine Abdallah Ibrahim, commandant.

A noter que le virus Marburg se propage par contact direct de fluide corporelle de personne infectée (rapport sexuelle, salive ou de la sueur) et des surfaces ou objet contaminé. Les signes de cette maladie sont multiples toutefois l'on peut citer de la fièvre intense, maux de tête très sévère parfois accompagné des malaises, et un écoulement sanguin qui se manifeste quelques jours après avoir été contaminé.

Riwad

HABARI ZA UDUNGA

Derrière notre petit doigt

Parmi les reproches que les gens font aux habitants des îles de la lune, l'une d'elle revient souvent comme un leitmotiv, à savoir : leur fatalisme légendaire. Tout est écrit et personne ne peut échapper à son destin, on nous montre les cinq doigts de la main pour nous signifier que l'égalité tant rêvée n'est que de la poudre aux yeux.

Autant d'images symboliques pour perpétuer un ordre que les gouvernants ont de tous temps voulu imposer à la société. Avec tout ce qui nous tombe sur la tête, on peut se demander si nous arrivons à appréhender tous les problèmes dans leur vraie dimension ? Il ne s'agit pas de jouer chaque fois les âmes courroucées face à l'adversité mais d'agir comme citoyen, tout simplement. Il faudrait que l'ensemble de la société prenne conscience de ce qui fait son fondement et examine les principes et les valeurs de base qui la sous-tend. L'arrogance des uns et l'irresponsabilité des autres sont devenues le moteur qui nous guide depuis un petit bout de temps. Les habitants des îles de la lune ont droit au respect en tant qu'êtres humains doués de raison face à ce monde devenu si déraisonnable.

De ce fait, nous devons de temps à autre faire jouer notre mauvaise conscience face à nos lâchetés et à nos peurs. Nous ne pourrions pas toujours nous réfugier derrière notre petit doigt pour laisser le soin aux autres de décider à notre place

et pouvoir ensuite se donner bonne conscience (yempvwa didike mindjakaya yapvo !).

Si face à un monde où les bouleversements se succèdent à un rythme effréné nos compatriotes s'interrogent, il n'y a rien à redire. Mais le pays étant ce qu'il est, tout le monde baigne dans un scepticisme ambiant et le fatalisme est devenu une seconde nature en nous. Comme disait l'autre : « Commençons à avoir honte » et adoptons une démarche citoyenne en prenant part aux affaires de la cité.

Nous devons reconnaître que nous sommes passés maîtres dans l'art de créer des situations surréalistes. Nous avons acquis cette capacité extraordinaire de nous muer nous-mêmes en notre propre adversaire. Car à examiner les choses de près, nous ne voyons pas d'ennemi déclaré et clairement identifié. Nous refusons de nous appliquer les lois que nous élaborons à coup de déclarations intempestives. Nous voulons simplement vivre sans véritable contrat social.

Il serait, peut-être temps, de réfléchir sur notre adhésion sur les fondements de nos institutions pour que la volonté populaire ne soit plus l'otage d'intérêts cachés, il requiert de notre part d'exiger plus de transparence dans la gestion des biens publics. Toute autre chose, ne sera que pure littérature.

Mmagaza



Annnonce de recrutement

Electricien industriel Chef d'équipe maintenance (H/F) - Comores
Afin de renforcer notre équipe, nous recrutons un(e) « Electricien industriel Chef d'équipe maintenance » pour notre Terminal de Ciment à Moroni .

Type de contrat: CDI
Poste basé à Moroni
Vos missions:

- Localiser l'origine d'une panne éventuelle (tests et mesures)
- Contrôler et vérifier les équipements, installations et matériels
- Effectuer les mises aux normes des installations ;
- Suivre le plan de maintenance préventive
- Accomplir les tâches d'entretien nécessaires dans le respect des consignes d'hygiène et de sécurité
- Réparer, par remplacement ou remise en état, les éléments ou organes défectueux, assurer le raccordement
- Suivre et reporter les interventions dans les dossiers de construction et de maintenance
- Manager une équipe de techniciens maintenance

Compétences

- Lecture et interprétation rapide des plans et schémas
- Connaissance d'une technologie connexe : automatisme, électronique, informatique industrielle, pneumatique, hydraulique, soudage...

Votre profil

- Diplôme requis: Bac Pro ou Bac+2 en électrotechnique ou maintenance industrielle
- 5 ans d'expériences dans les industries de carrières et / ou domaines similaires
- Maîtrise des outils informatiques
- Maîtrise des langues étrangères (français et anglais)
- Bonne capacité organisationnelle et méthodologique
- Esprit de rigueur et d'initiative
- Bonnes capacités relationnelles

Si vous êtes prêts à relever ces challenges avec nous, merci d'envoyer votre candidature (CV, lettre de motivation, ...) avant **le 16 avril 2023** à l'adresse mail suivante : mohibacabaco.nadjida@cementis.io

CEMENTIS Moroni
Ancien aérodrome de Moron



OPÉRATION WUAMBUSHU :

La peur s'installe à Mayotte

L'opération Wuambushu prévue à la fin du ramadan et visant à expulser les comoriens de trois îles vivant sans papier à Mayotte, en préparation sur l'île comorienne sous administration française, a provoqué une onde de choc au sein de l'opinion publique et au sein des familles ciblées. Toute la classe politique et la société sont unanimes pour considérer cette opération comme une « déportation forcée » d'une population sur une partie de son territoire, ce qui va à l'encontre du droit international.

A huit jours de l'opération baptisée « Wuambushu », visant à expulser les comoriens de trois îles vivant sans papier

à Mayotte, l'île comorienne sous administration française à la fin de ramadan, la peur s'installe. Dans un reportage de France 24 diffusé hier mercredi 12 avril, on entend la détresse des familles et surtout des jeunes enfants scolarisés. Certains élèves ont commencé à désertier les cours. Cette opération risque de mettre en péril l'avenir de milliers d'enfants dont la plupart sont nés à Mayotte. Elle inquiète non seulement les familles à Mayotte mais aussi la société civile comorienne, les partis politiques obligeant le gouvernement à sortir de son mutisme pour demander aux autorités françaises de renoncer à cette opération. « Soucieux d'entretenir la bonne qualité des liens séculaires qui unissent les Comores et la

France et, de contribuer à la préservation de la paix et de la stabilité dans la région de l'océan indien et sur le continent africain, le gouvernement comorien interpelle sur le danger d'une telle opération et demande aux autorités françaises d'y renoncer », a souligné Beit-Salam dans un communiqué.

Des inquiétudes légitimes devant le risque de dérapage et des conséquences dramatiques au niveau sanitaire, humanitaire, éducatif, etc. L'ancien correspondant de RFI à Moroni Ahmed Abdallah Mgueni sonne l'alerte et parle d'une déportation qui est non seulement un crime contre l'humanité mais aussi dangereux. « L'on parle des femmes, des enfants, et des vieilles personnes qui vont être pri-

vés de leurs habitations, de quoi se nourrir. Cela va à l'encontre de la loi et des droits humains, déplore-t-il. Du point de vue du droit international, Mayotte demeure comorienne, ce qui veut dire que ces comoriens sont chez eux. Parmi les personnes qui seront expulsées, il y a aussi des nationalités étrangères, pourquoi on va nous envoyer ces gens ? Ce qui est encore triste, les comoriens des trois îles qui vont être expulsés, certains parmi eux ne connaissent aucun proche dans les autres îles.

Rappelons que cette opération vise à la destruction de bidonvilles et à l'expulsion de 10.000 occupants « sans papiers » vers l'île d'Anjouan. Selon RFI, cette opération de grande ampleur nécessite

d'importants renforts des forces de l'ordre françaises sur l'île. Elle se traduira notamment par le déploiement de 400 gendarmes mobiles supplémentaires, une compagnie de CRS spécialisée dans les violences urbaines. Des voix commencent à s'élever aussi en France, même au sein du parlement où les députés du groupe LFI-NUPES fustigent le président Macron et son gouvernement, en estimant dans un communiqué publié hier que « s'attaquer aux migrants, aux précaires et aux vulnérables, est inhumain, cruel et d'une grande faiblesse politique ».

Andjouza Abouheir

ELECTIONS 2024 :

Le gouvernement a réuni la communauté internationale

Les ministres des affaires étrangères Dhoihir Dhoulkamal et de l'intérieur Mahamoud Fakridine Mradabi ont tenu ce 11 avril une réunion d'information avec les partenaires internationaux. Elle portait essentiellement sur les élections de 2024 et un document leur a été remis.

Conscient du retard des travaux techniques et administratifs, le gouvernement veut accélérer la machine du processus électoral en vue du scrutin présidentiel de 2024. Ce mardi 11 avril, les ministres des affaires étrangères

et de l'intérieur ont convié les partenaires internationaux dans une réunion d'information portant sur le calendrier et les conditions de déroulement des élections.

« Cette réunion est très importante. Nous avons discuté avec nos partenaires comment nous souhaitons organiser ces élections. Cela devrait bien sûr respecter les dates de transition des nouveaux élus. C'est-à-dire que les investitures du président et des gouverneurs doivent se tenir aux mêmes dates du 26 mai et du 23 mai 2024. Pour cela, nous voulons accélérer le processus, pour que tout soit prêt avant le ramadan

de l'année prochaine », déclare Dhoihir Dhoulkamal.

Ce dernier a parlé de la mise en place prochaine de la commission électorale nationale indépendante (CENI), la révision de la liste électorale et autres dispositions. Lors des discussions, un document a été remis à chaque représentant de la communauté internationale présent, et ces derniers se disent prêts à accompagner le gouvernement pour la tenue d'élections libres et transparentes.

Nassuf Ben Amad



Rencontre avec les partenaires.

PÈLERINAGE 2023

Le cinquième pilier de l'Islam de plus en plus inaccessible

Pour le commun des mortels, se rendre à la Mecque pour le grand pèlerinage devient quasiment une question existentielle. Cette année, partout dans le monde, le tarif pour se rendre dans les lieux saint de l'Islam est en constante augmentation. Toutes les parties du monde (Afrique, Asie, Europe...) sont touchées par cette hausse.

Les disparités peuvent être abyssales d'un pays à l'autre ou d'un continent à l'autre, mais le constat reste le même partout, le Hajj 2023 connaît une forte augmentation du à la hausse des taxes et des frais d'hébergements. L'autre jour, lors de sa conférence de presse annonçant le package (3 240 000 kmf) du Hajj 2023, le directeur de l'ANHO (Agence nationale du Hajj et du Omra) a évoqué la question de cette hausse. « La taxe de l'Etat est fixée à 15% et celle de la commune de Médine est à 3%, c'est ce qui nous fait un total de 18%

pour l'hébergement de Médine » avait-il tenu à préciser.

Une constance qu'on trouve un peu partout sur le continent africain. Au Niger, c'est une augmentation de 12% qui attend les pèlerins. En effet, les 15 891 pèlerins nigériens devront déboursier 3 603 840 FCFA au lieu de 3 281 000 FCFA l'année dernière. Au Bénin, (4600 pèlerins) et au Burkina-Faso (8143 pèlerins), le package est respectivement fixé à 3 500 000 et 3 593 000 FCFA.

Cette hausse est plus conséquente en Europe et en Asie. En France on nous dit que la moyenne est située aux alentours de 8000 euros, alors que dans un pays comme Singapour les choses sont un peu plus salées. « En moyenne, le prix du forfait du Hajj a augmenté de 1500 euros par rapport aux années précédentes, principalement en raison de la hausse des taxes gouvernementales et des frais d'hébergement », peut-on lire dans la page du

Majliss Al Uléma du Singapour. Dans ce pays, le forfait varie de 8490 à 14 150 euros. Chose étonnante. « Tous les prix de forfaits Hajj indiqués n'incluent pas l'Assistance Médicale d'Urgence », nous rapporte cette page.

Si l'on tient compte du PIB par habitant (23 185 US), les résidents du royaume saoudien sont eux un peu épargnés par cette hausse. Le Hajj pour les sujets de sa majesté Salman Ben Abdoul-Aziz se situe

aux alentours de 980 euros à 2900 comme nous rapportait déjà en janvier l'hebdomadaire panafricain Jeune Afrique. Avec un PIB de 1577 dollars (1434 euros) en 2021, les 6598 euros du Hajj 2023 représentent plus de 300% du pouvoir d'achat d'un comorien lambda durant toute une année civile. Décidément la Hajj est pour celui qui a vraiment les moyens.

ASB



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Maoulida Mabé
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

RAMADAN :

Plus 350 handicapés assistés par Air Darasa

C'est au foyer d'Aouladil Komor que se sont donné rendez-vous, samedi dernier, plus de 350 personnes à mobilité réduite pour recevoir chacun une aide de 100 000 FC, après avoir été recensées par l'association caritative Air Darasa. Il s'agit de l'une des promesses de Saïd Mohamed Djibril, président de cette association faite plusieurs fois en visioconférence dans les réseaux sociaux.

La promesse est une dette. Au cours d'une déclaration faite sur sa page Facebook, très suivie par ses nombreux fideles, le célèbre prédicateur Saïd Mohamed Djibril, vient de secourir dans ce mois béni de ramadan les handicapés comoriens. Samedi dernier, plus de 350 personnes à mobilité réduite ont reçu une enveloppe contenant d'une somme d'argent. « Chaque personne recevait 200€ », indique Moulam Gâche, membre actif de l'association Air Darasa qui distribuait les enveloppes samedi matin au foyer Aouladil Komor, avec une équipe de l'association.

Pour lui, cette aide vise à soutenir les personnes nécessiteuses pour cette seule journée afin qu'elles passent une excellente journée dans un jour du mois béni Ramadan. Ce n'est pas la première fois que ce geste humanitaire est accompli. Le prédicateur et président de l'association



tion Air Darassa l'avait fait le mois de Ramadan passé. « L'année dernière, nous avons fait la même opération qui était plus importante que cette année. Nous avons 100 familles handicapées dont chacune recevait presque 100€ », ajoute Moustapha Youssef alias Moilim Gâche.

Les bénéficiaires ont remercié le prédicateur et président de l'association Air Darassa. « Saïd Mohamed Djibril ne cesse d'assister les personnes en situation de précarité dans ce pays. L'année dernière, il nous a soutenu et cette fois il revient pour le même geste de générosité », explique Mmadi Saindou, un béné-

ficiaire de ce don, tout en ajoutant que faire ce geste Djibril est conscient de la crise financière qui sévit dans le monde et dans notre pays en particulier. « Nous, les personnes handicapées, il répond favorablement à nos demandes », dit-il.

Ibnou M. Abdou

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Moheli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante: yousratm@worldbank.org Cc : sahmed43@worldbank.org

Date de publication: 12 avril 2023

Date limite de dépôt des candidatures: 21 avril 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. CONTEXTE

Le Groupe de la Banque mondiale est une organisation internationale dont le siège principal est à Washington DC, aux Etats-Unis, et qui fournit une aide au développement à plus de 180 pays dans le monde. Le travail de la Banque mondiale dans le monde entier ainsi qu'aux Comores implique une liaison avec des organisations gouvernementales et internationales et des personnalités de premier plan.

Le Bureau Pays de la Banque Mondiale aux Comores a besoin d'un entrepreneur pour fournir et installer un groupe électrogène secondaire de secours pour les locaux de Moroni de la Banque.

En cas de panne de l'alimentation principale, le groupe électrogène de secours primaire (existant) prendra le relais. En cas de panne du groupe électrogène de secours primaire, le groupe électrogène de secours secondaire prendra le relais.

2. Description du contrat

- Fourniture et installation d'un groupe électrogène secondaire de secours pour les locaux du Bureau Pays de la Banque mondiale à Moroni.
- Le contractant doit fournir toute la main-d'œuvre, l'expertise technique, la supervision, le transport, l'équipement et les outils nécessaires, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un sous-traitant, pour fournir les services requis dans le cadre d'un prix fixe ferme.

3. Constitution du dossier

Les dossiers seront déposés au Bureau de la Banque Mondiale aux Comores.

Adresse : Complexe des Nations Unies
Hamramba
Moroni, Comores
Boîte postale 648

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour l'offre pourraient être vérifiés ultérieurement.



COOP-CA MECK MORONI
Société coopérative sans but lucratif d'Administration Meck MORONI
N°PAP: N°1015 Route de la Corniche, Ngazidja - Union des Comores
Tel: (2424) 773 37 38 / (2424) 773 32 33

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMMUNIQUE

La Meck Moroni suit très attentivement le grave scandale financier dominant l'actualité de notre pays ces derniers temps.
La principale suspecte de cette affaire est Madame Nazra Said Hassane, une ancienne membre du conseil d'administration ayant été élue en Assemblée Générale en juillet 2022 par les membres.

La Meck Moroni tient à rappeler que Mme Nazra Said Hassane n'était pas une salariée de la Meck Moroni, elle n'avait donc pas accès aux opérations financières de l'institution.

La Meck Moroni assure les membres et les clients de la Mutuelle que ce scandale financier n'a touché aucunement nos caisses, nos comptes ou nos opérations financières.

Fidèle à sa tradition basée sur la confiance et la transparence, la Meck Moroni a tout de suite déclenché un contrôle interne afin de vérifier la régularité des mouvements financiers de l'institution et les premières conclusions n'indiquent aucune irrégularité dans nos comptes.

La Meck-Moroni reste disponible pour contribuer à la manifestation de la vérité.

La Meck-Moroni continue à servir ses membres et ses clients dans la transparence, la sincérité et la qualité.

Moroni, le 11 avril 2023

Le Conseil d'Administration

Agrement Banque Centrale des Comores 2005-001/ AGM de l'U-Meck et institutions affiliées
Immatriculation au registre des Sociétés Coopératives N°11/18/UC/3/2/64k

FOOTBALL

Infantino, une visite porteuse d'opportunités

La visite du président de la FIFA dans un pays quelconque n'est jamais chose anodine et ne laisse personne indifférente. Trop de spéculation et de fantasme entourent une telle visite. Ici et là on entend tout et son contraire quant aux retombées attendues après une telle visite, construction de stades, de l'argent à gogo pour la fédération..., des suppositions qui s'avèrent le plus souvent loin de la réalité.

Depuis 2016, le président de la FIFA à travers le conseil a élaboré un vaste programme de développement appelé FIFA Forward. Un plan quadriennal conçu comme étant « Programme de développement de la FIFA est une priorité de la stratégie globale de la FIFA » la mesure phare en matière de développement sur tous les aspects. Pour pouvoir bénéficier pleinement de ce vaste programme, les associations membres doivent se soumettre à un certain nombre de règles édictées dans le manuel de procédures du programme.

Les associations sont appelées à travers un contrat objectif à déterminer « des besoins spécifiques et

les priorités de développement », les objectifs qu'elles veulent atteindre tout au long des quatre années du cycle. Pour ce qui est de la FFC, elle doit par exemple notifier ses objectifs en matière de développement d'infrastructures et présenter un projet fiable pour le développement du football féminin qui accuse un sérieux retard dans son développement lié notamment au manque de stades dédiés spécifiquement au football féminin. Ou encore comment créer une stratégie de développement en créant des écoles de football dès la petite enfance pour inciter les jeunes filles à s'intéresser beaucoup plus à la discipline.

Ce contrat objectifs sera suivi de quatre autres phases (développement, approbation, exécution, et une phase de suivi) toutes aussi importantes les unes que les autres. Les associations membres qui veulent bénéficier du programme Forward 3.0 ont jusqu'au mois de juin 2023 pour finaliser leur contrat objectifs. « Les associations membres et les confédérations doivent conclure des contrats objectifs pour Forward 3.0 d'ici au 30 juin 2023 » comme stipule dans le règlement du programme adopté à Doha en



décembre dernier.

Arrive tôt dans la matinée de ce jeudi, le président de la FIFA aura un entretien avec le Comex de la FFC ou ils passeront en revue les dossiers essentiels qui lient les deux institutions. Toujours dans la matinée (10h à 11h30mn), la délégation

FIFA se rendra au Centre Technique de Mitsamihouli où il doit inaugurer la nouvelle pelouse synthétique. Cette cérémonie sera suivie d'une remise de matériels au football féminin et un Grassroots des jeunes filles et garçons. Sa tournée dans le nord se terminera par une conféren-

ce de presse. La visite du patron de la FIFA se terminera par un passage au siège de la FFC, mais avant cela, il aura visité le stade omnisport de Malouzi après un entretien avec le chef de l'Etat Azali Assoumani au palais de Beit-Salam.

AS Badraoui

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

Avis Spécifique d'Appel d'Offres (AA0)

**Appel d'Offres pour Fournitures
(Processus à Deux Enveloppes)**

Reference: **KM-AEP SONELEC-304146-GO-RFB**

Union des Comores

Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores

Fourniture de compteurs d'électricité et implémentation d'un Système Automatisé de Gestion des Compteurs,

1. Le Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures a reçu un crédit de l'Association Internationale pour le Développement pour financer le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores, et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché de Fourniture de compteurs d'électricité et d'un Système Automatisé de Gestion des Compteurs. Pour ce marché, l'Emprunteur utilisera la méthode de décaissement de Paiement Direct, telle que définie dans les Directives de Décaissement de la Banque mondiale pour le Financement de Projet d'Investissement, sauf pour les paiements pour lesquels le marché prévoit l'utilisation de lettre de crédit.

2. L'Agence d'Exécution du Projet (AEP) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir des compteurs d'électricité et implémenter un Système Automatisé de Gestion des Compteurs.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement » de juillet 2016 mis à jour en novem-

bre 2017, août 2018 et novembre 2020 de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Agence d'Exécution du Projet (AEP) du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC), M. NAOILDINE HOUMADI, Coordonnateur, naoildine@yahoo.fr, et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les heures de bureau de 08h00 à 16h00, au Siège de la SONELEC, quartier Volo-Volo à Moroni, Comores.

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus. Le document d'appel d'offres sera adressé par courrier au Siège de la SONELEC, quartier Volo-Volo.

6. Les offres devront être soumises au Siège de la SONELEC, quartier Volo-Volo **au plus tard le 24 mai 2023 à 14h00**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les enveloppes

extérieures des Offres marquées « OFFRE ORIGINALE », et les enveloppes intérieures marquées « PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente **Siège de la SONELEC, quartier Volo-Volo le 24 mai 2023 à 14h30**. Toutes les enveloppes marquées « **PARTIE FINANCIERE DEUXIEME ENVELOPPE** » devront rester non ouvertes et devront être conservé dans un lieu sûr de l'Acheteur jusqu'à la deuxième ouverture publique.

7. Toutes les offres doivent comprendre une Garantie de l'Offre de 40 000 USD.

8. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Coordonnateur de l'Agence d'Exécution du Projet (AEP) – Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC)

Attention : M. NAOILDINE HOUMADI, Coordonnateur de l'Agence d'Exécution du Projet (AEP)

Adresse : BP 1769, Siège de la SONELEC, 2^e étage, quartier Volo-Volo, Moroni Comores

Email : naoildine@yahoo.fr

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche de
l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat**GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT**جمهورية القمر المتحدة
الوحدة - التضامن - التنمية
وزارة الزراعة والصيد والبيئة
والسياحة والحرف اليدوية**Projet d'Urgence d'Appui à la Production Agricole (AEFPF-Comores)****CELLULE D'EXECUTION DU PROJET**

Don n°: 590015 5017604 / Projet n°: P-KM-A00-002

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

1. L'Union des Comores a reçu un financement du Fonds Africain de Développement (FAD) pour couvrir le coût du **Projet d'Urgence d'Appui à la Production Agricole** et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce Don pour financer le « *Recrutement d'un Consultant individuel international en appui à l'élaboration et validation de la législation agricole et d'une loi sur les intrants agricoles* ».

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

- Analyser les documents existants (lois, jurisprudences, rapports, arrêtés ...) afin de faire l'état des lieux de situation sur les textes qui régissent la législation agricole ;
- Identifier les différents statuts du domaine existants en Union des Comores ;
- Dresser un rapport de synthèse d'études diagnostics sur la législation agricole aux Comores et élaborer une proposition de textes de législation agricole et une proposition de loi sur les intrants agricoles ;
- La discussion avec, les utilisateurs et les distributeurs ;

- Le résultat final est l'élaboration de la législation agricole et d'une loi sur les intrants agricoles.

3. La structure d'exécution du Projet d'Urgence d'Appui à la Production Agricole, invite les Consultants individuels à présenter leurs candidatures en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (lettre de motivation, curriculum vitae actualisé, références de prestations similaires, etc.).

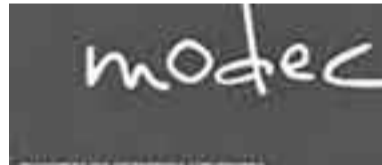
4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes à la « Politique et méthodologie d'Acquisitions pour les opérations financées par le Groupe de la Banque » en date d'octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. L'intérêt manifesté par un Consultant n'implique aucune obligation de la part de l'Emprunteur de le retenir sur la liste restreinte.

5. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir

des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au jeudi de 7h30mn à 14h30mn et le vendredi de 7h30mn à 11h30mn (heures locales de Moroni - Union des Comores).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **21/04/2023 à 14 heures 30 min** (heure de Moroni) et porter expressément la mention « *Recrutement d'un Consultant individuel international en appui à l'élaboration et validation de la législation agricole et d'une loi sur les intrants agricoles* »

A l'attention du Coordonnateur National du Projet AEFPF
Cellule d'Exécution du Projet (CEP)
Bureau sis à la Direction Générale des Ressources Halieutiques
Moroni - Union des Comores
Mobile : (+269) 345 34 69/(+269) 332 11 42
Email: Nadjib.cnaefpcomores.bad@gmail.com
aefpcomoresbad@gmail.com

Organisation
internationale
du Travail**CTTC****Projet : Développement de l'Economie Bleue aux Comores****Avis de sélection de jeunes et femmes pour les formations Germe (Créez votre entreprise) et Germe 1 (Développez votre activité)**

Vous êtes jeunes, vous voulez créer une entreprise dans les secteurs de l'économie bleue (Pêche, Tourisme côtier et Gestion des déchets), quel que soit votre niveau d'instruction, vous pouvez-vous rendre **du 17 au 29 avril 2023**, muni d'une copie de votre pièce d'identité pour vous inscrire aux adresses suivantes :

Grande Comore
Bureau du MODEC,
sis à l'UCCIA, Port Moroni
Tel : +269 35411 82

Anjouan
Ecole Nationale de Pêche et de la
Marine Marchande sis à Mirontsi
Tel : +269 333 62 89

Vous serez pris en charge pendant votre formation qui durera 5 jours au maximum. Les formations débuteront **du 11 au 22 mai 2023**.

Les jeunes formés pourront bénéficier d'une assistance auprès de l'INNOV'lab à travers le partenariat OIT-UCCIA pour l'accompagnement à la création d'entreprise.

Pour tout renseignement :
Mail : abdoulhamid@ilo.org
Tel : +269 342 50 99